

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2014



AOÛT 2017

Directeur Général, Directeur de publication	Aboubacar Sédikh BEYE
Directeur Général Adjoint	Babacar NDIR
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale (DSECN)	Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales (DSDS)	Papa Ibrahima Silmang SENE
Directeur du Management de l'Information Statistique (DMIS)	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines (DAGRH)	Djibril Oumar LY
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale	Mam Siga NDIAYE
Agent Comptable Particulier (ACP)	Yatma FALL

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Seckène SENE, Oumar DIOP, Amadou FALL DIOUF, Mamadou BAH, Jean Rodrigue MALOU, Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA, Mady DANSOKHO, Abdoulaye M. TALL, Ndeye Aida FAYE, Mamadou AMOUZOU, Ndeye Binta DIEME, Awa CISSOKHO, Momath CISSE, Bintou DIACK, Nalar K. Serge MANEL, Atoumane FALL, Adjibou Oppa BARRY, Ramlatou DIALLO.

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Djiby DIOP
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouth DIOUF
2. MIGRATION	Awa CISSOKO & Ndèye Lala TRAVARE
3. EDUCATION	Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Nalar K. Serge MANEL & Jean Rodrigue MALOU
5. SANTE	Atoumane FALL
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOM & Maguette SARR
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aida FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Mamadou AMOUZOU
9. AGRICULTURE	Mamadou Diang BAH
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou Diang BAH
11. ELEVAGE	Amadou Racine DIA
12. PECHE MARITIME	Mouhamadou B. DIOUF & Wouddou DEME
13. TRANSPORT	Fahd NDIAYE & Jean Paul DIAGNE
14. BTP	Fahd NDIAYE
15. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou WONE
16. INSTITUTIONS FINANCIERES	Malick DIOP
17. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Oumar SENHOR
18. COMPTES ECONOMIQUES	Mamadou DAFPE, Hamady DIALLO & Madiaw DIBO
19. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE et Baba NDIAYE
20. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

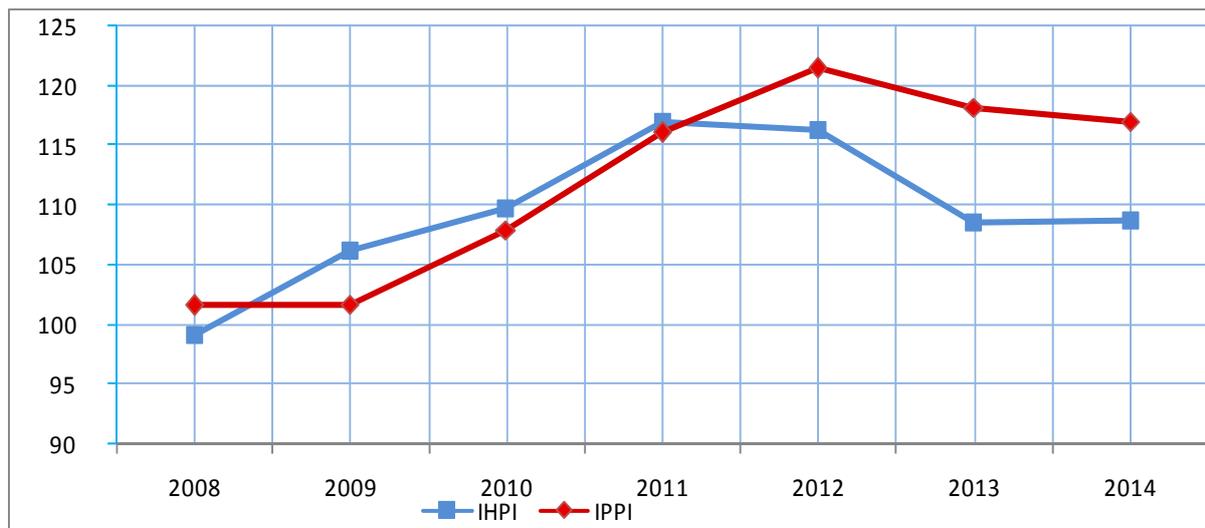
Introduction

L'activité industrielle s'est redressée en 2014 mais la reprise reste modérée. En effet, après avoir fortement ralenti en 2013 (-6,6% après -0,6% en 2012) en rythme annuel, l'activité industrielle a marqué un bond de 0,1% en 2014. Une telle évolution est portée par les performances des industries mécaniques (+10,4%), d'énergie (+6,3%), du papier et du carton (+6,0%), et des matériaux de construction (+2,1%) qui ont connu une embellie de leurs activités.

En revanche, la production des industries textiles et du cuir (-7,8%), chimiques (-5,1%), extractives (-2,2%), alimentaires (-1,8%), et des autres industries manufacturières (-0,5%) s'est orientée à la baisse.

Les prix à la production industrielle ont continué de chuter en 2014 (-0,9% après -2,7% en 2013) alors qu'ils étaient dans une nette progression (4,6% en moyenne en rythme annuel) entre 2009 et 2012. Ce repli résultant d'une contraction des prix dans les industries chimiques (-3,4%), textiles et du cuir (-1,5%), d'énergie (-1,5%), des matériaux de construction (-0,5%), et alimentaires (-0,1%), est essentiellement lié à la baisse des cours mondiaux.

Graphique XV-1 : Evolution de l'IHPI et de l'IPPI entre 2008 et 2014



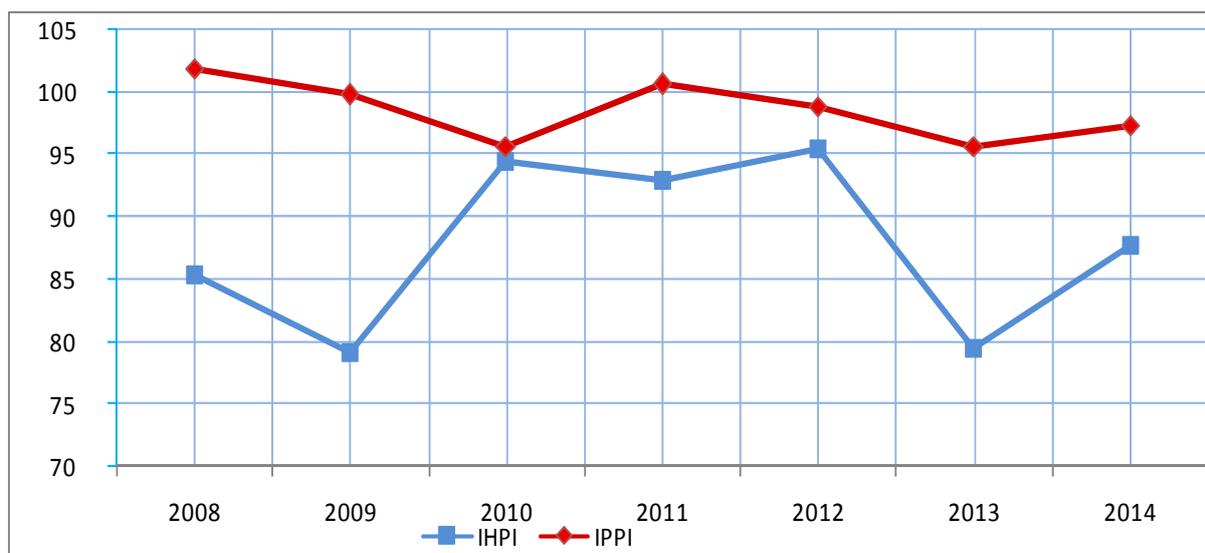
Sources : ANSD. Enquêtes mensuelles sur l'IHPI et l'IPPI.

XV.1. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES INDUSTRIES MECANIQUES

Après une chute de 16,7% en 2013, l'activité des industries mécaniques s'est accrue de 10,4% en 2014 en rythme annuel, imputable à l'augmentation de la production dans tous les postes de la branche. Cette bonne tenue des industries mécaniques s'explique, entre autres, par la hausse des commandes.

Les prix à la production des industries mécaniques se sont appréciés de 1,7% en variation annuelle essentiellement, sous l'effet d'une hausse de ceux des autres ouvrages en métaux.

Graphique XV-2 : Evolution de l'IHPI et de l'IPPI des industries mécaniques entre 2008 et 2014



Sources : ANSD. Enquêtes mensuelles sur l'IHPI et l'IPPI.

XV.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE PRODUCTION D'ENERGIE

Le secteur de l'énergie constitue un soutènement majeur au développement de l'économie, à la réduction des inégalités sociales et territoriales. La dynamique de production d'énergie bien qu'orientée à la hausse (+3,7% en moyenne en glissement annuel) entre 2008 et 2014, ne serait pas en phase avec les préoccupations d'accès large et fiable à une énergie en quantité et qualité suffisantes. En effet, le taux de progression de la production des industries d'énergie semble encore faible au regard des coupures d'électricité et d'eau et des pertes associées.

La production d'énergie a augmenté de 6,3% en 2014 (après 2,1% en 2013). Ce résultat est induit par les performances de l'activité de production d'électricité (+6,4%) liées à un approvisionnement régulier en combustible, résultant des différents Plans de Restructuration du Secteur de l'Electricité. Toutefois, le secteur de l'électricité reste très dépendant des importations des produits pétroliers du fait d'un parc de production vétuste, dominé par une énergie à 90% d'origine thermique³² générant des coûts de production très élevés. La progression de l'activité du sous-secteur de production d'eau potable (+6,1%) a également contribué au dynamisme de cette branche.

En 2014, les prix à la production d'énergie se sont contractés (-1,5% en rythme annuel), sous l'effet de la baisse des coûts de production d'électricité. Le fléchissement des prix des combustibles, notamment le fuel, résultant du repli des cours du baril, explique cette situation.

Graphique XV-3 : Evolution de l'IHPI et de l'IPPI des industries de production d'énergie entre 2008 et 2014



Sources : ANSD. Enquêtes mensuelles sur l'IHPI et l'IPPI.

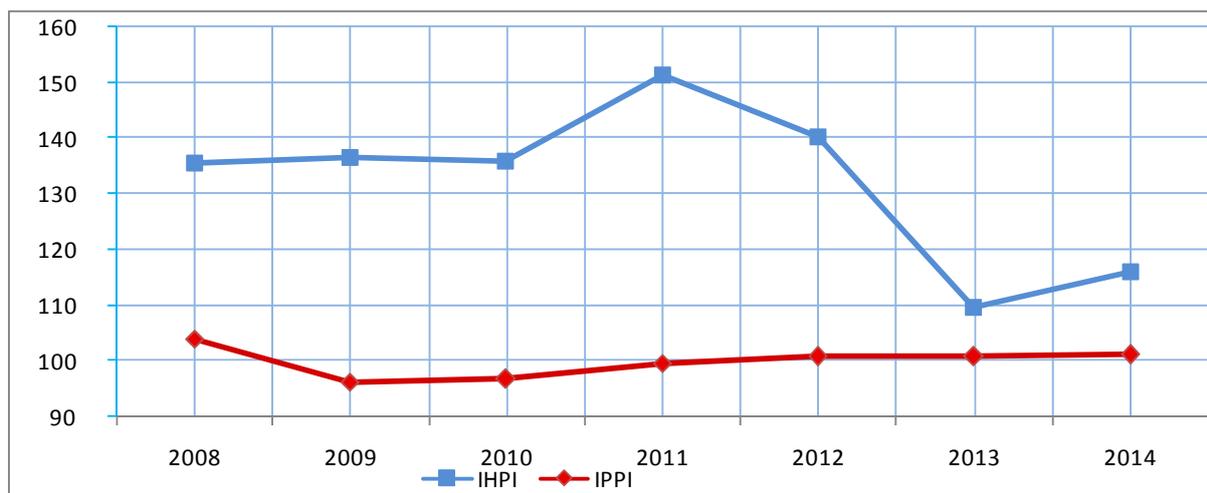
³² Source : Plan Sénégal émergent (PSE), 2014

XV.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES INDUSTRIES DU PAPIER ET DU CARTON

La contreperformance de l'activité des industries du papier et du carton notée depuis 2011 s'est stoppée en 2014. En effet, l'activité de la branche s'est dynamisée de +6,0% en 2014 après une baisse sur deux années consécutives (-21,9% en 2013 après -7,3% en 2012). La vétusté des outils de production qui s'est manifestée surtout avec les pannes survenues dans les principales unités de cette branche explique l'inflexion de l'activité des industries du papier et du carton notée entre 2011 et 2013. Néanmoins, des stratégies de reprise ont permis d'avoir une performance en 2014 comparativement à 2013.

Les prix à la production des industries du papier et du carton ont augmenté de 0,3% en 2014 après une stagnation en 2013.

Graphique XV-4 : Evolution de l'IHPI et de l'IPPI des industries du papier et du carton entre 2008 et 2014



Sources : ANSD. Enquêtes mensuelles sur l'IHPI et l'IPPI.

XV.4. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES INDUSTRIES DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

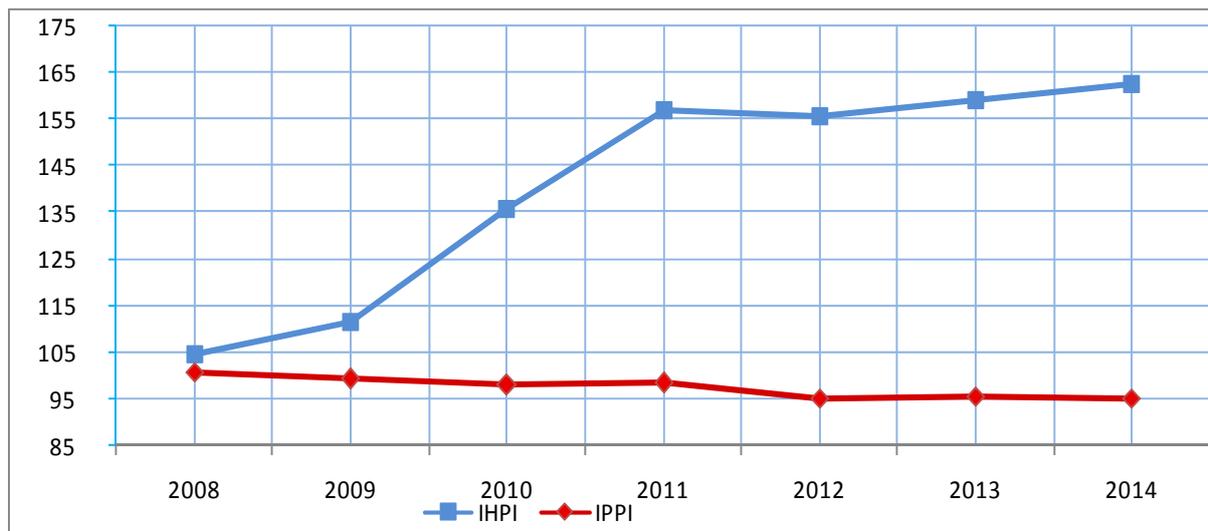
Après un recul en 2012 (-0,8 %) lié à une réduction de la production de ciment, l'activité des industries des matériaux de construction continue de progresser (+2,1% en 2014 après +2,3%³³ en 2013), dopée par la reprise des activités du secteur de la construction. L'appartenance à des organisations communautaires (UEMOA et CEDEAO) qui offrent des possibilités d'accès à des marchés élargis est un facteur déterminant dans la dynamique de la branche. En effet, le Mali, devenu durant la

³³ Données corrigées.

dernière décennie le principal client du Sénégal, a connu à partir du deuxième trimestre 2012 une instabilité politique qui a affecté principalement les exportations de ciment.

Suite à la hausse notée en 2013 en variation annuelle, les prix à la production des industries des matériaux de construction ont diminué de 0,5% durant la période sous revue.

Graphique XV-5 : Evolution de l'IHPI et de l'IPPI des industries des matériaux de construction entre 2008 et 2014



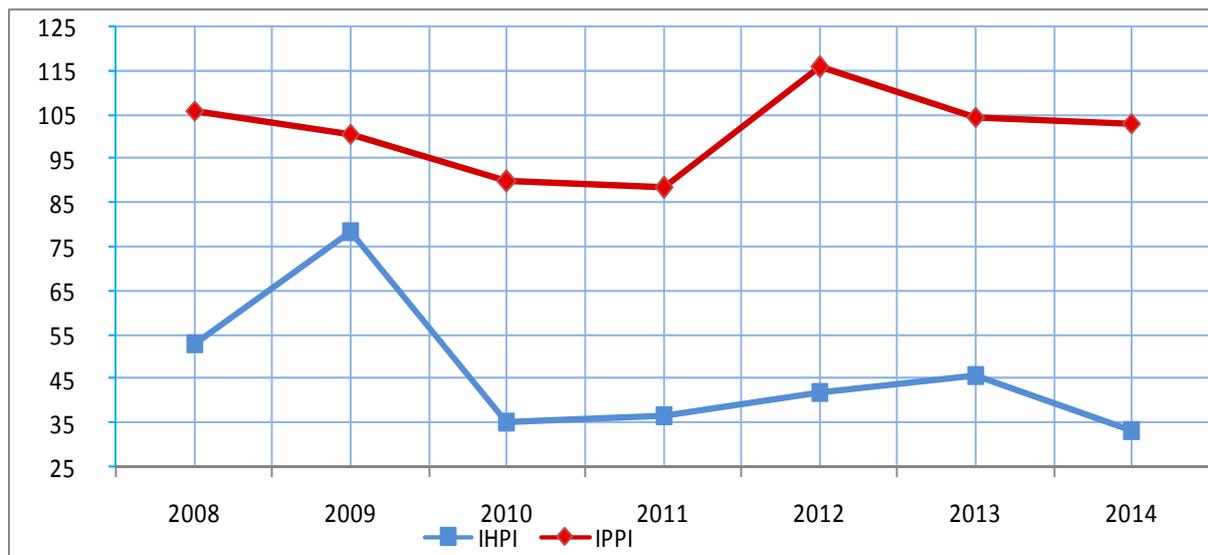
Sources : ANSD. Enquêtes mensuelles sur l'IHPI et l'IPPI.

XV.5. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES INDUSTRIES TEXTILES ET DU CUIR

La production des industries textiles et du cuir s'est nettement décélérée de 7,8% en 2014, comparée à celle de l'année précédente. Le fléchissement de l'activité d'égrenage de coton explique l'aviissement du dynamisme du secteur.

Les prix à la production ont, pour leur part, diminué de 1,5% comparés à ceux observés en 2013, sous l'effet d'une baisse des cours mondiaux du coton.

Graphique XV-6 : Evolution de l'IHPI et de l'IPPI des industries textiles et du cuir entre 2008 et 2014



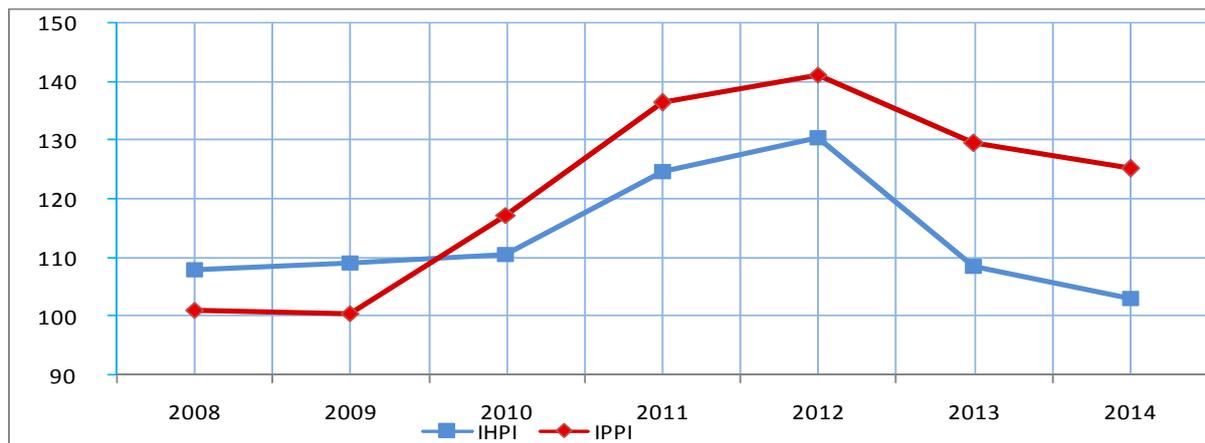
Sources : ANSD. Enquêtes mensuelles sur l'IHPI et l'IPPI.

XV.6. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

La conjoncture est léthargique dans les industries chimiques en 2014, où l'activité de production s'est contractée pour la deuxième année consécutive (-5,1% en 2014 après -16,7% en 2013). A l'exception des activités de fabrication de produits pharmaceutiques (+20,3%), de peinture et vernis (+13,7%), de savons, détergents et produits d'entretien (+11,0%), et de produits en matières plastiques (+8,2%) qui se sont accrues, en raison d'une hausse des demandes, l'atonie dans les autres sous-secteurs est assez accentuée. La baisse de la commande extérieure de certains produits par rapport à 2013 et le déficit de matières premières en cours d'année expliquent les contreperformances des industries chimiques.

Les prix à la production de la branche ont suivi la même tendance que celle de l'activité de production. Ils se sont repliés de 3,4% en 2014, en liaison avec la baisse des prix des produits pétroliers raffinés (-6,8%) résultant d'un fléchissement des cours mondiaux de pétrole.

Graphique XV-7 : Evolution de l'IHPI et de l'IPPI des industries chimiques entre 2008 et 2014



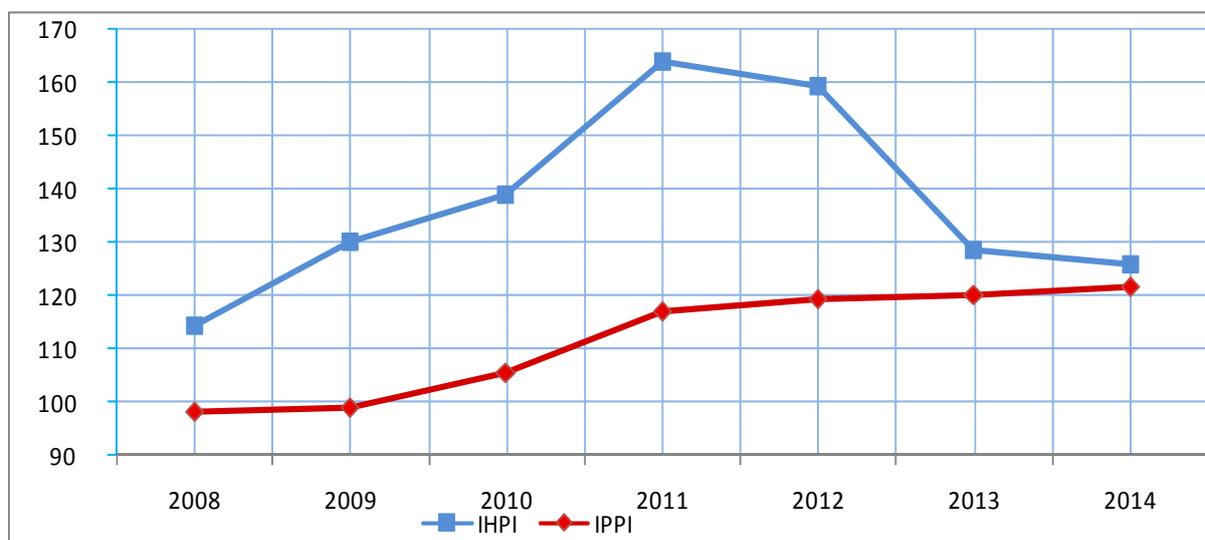
Sources : ANSD. Enquêtes mensuelles sur l'IHPI et l'IPPI.

XV.7. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES

Le recul de l'activité des industries extractives amorcé en 2012 s'est poursuivi durant l'année 2014. La production des industries extractives s'est ralentie annuellement de 2,2% (après -19,3% en 2013 et -2,9% en 2012), sous l'effet du recul de l'activité d'extraction de phosphates (-7,5%), et de celle de pierre, d'argile et sable (-8,2%). Cette situation s'explique entre autres par une panne intervenue au cours de l'année 2014 dans la principale unité de la branche. Le relèvement enregistré dans les autres sous-secteurs des industries extractives, notamment dans la production de sel et de natron, n'a pas suffi pour empêcher la tendance baissière que connaît cette branche.

Après un accroissement en 2013 (+0,8%) lié à un renchérissement de la quasi-totalité des produits de la branche, les prix à la production des industries extractives ont encore subi une augmentation de 1,2%.

Graphique XV-8 : Evolution de l'IHPI et de l'IPPI des industries extractives entre 2008 et 2014



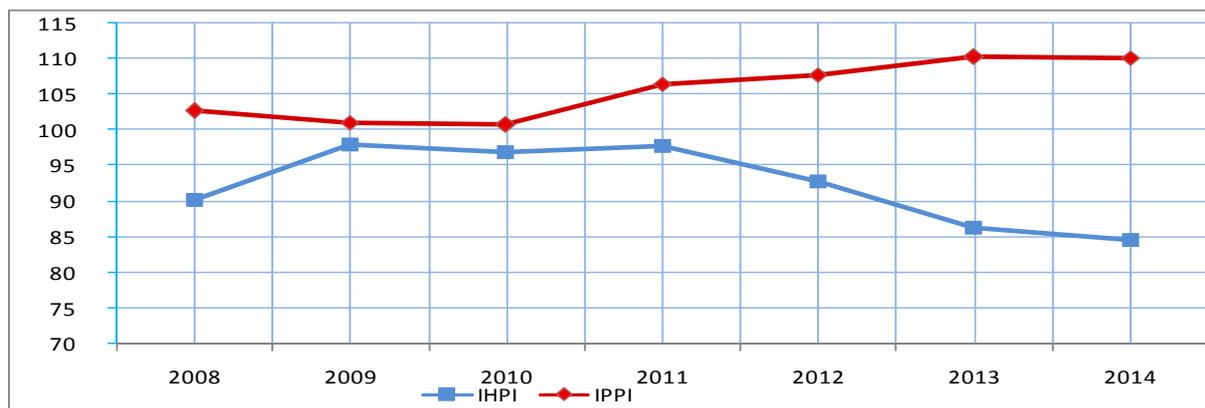
Sources : ANSD. Enquêtes mensuelles sur l'IHPI et l'IPPI.

XV.8. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Après les progrès réalisés entre 2008 et 2011 caractérisés par un regain d'activité, la production des industries alimentaires a continué en 2014 sa chute amorcée en 2012 (-1,8% en 2014 après un recul de 7,1% en 2013). Cette évolution résulte entre autres des contreperformances des activités de travail de grains, de fabrication d'aliments pour animaux et de fabrication de produits alimentaires à base de céréales. En outre, la chute de la production de condiments et assaisonnements, induite par une faible disponibilité de matières premières, a contribué au recul de la production de cette branche sur la période sous revue.

La dynamique haussière des prix à la production des industries alimentaires s'est stoppée en 2014 avec une légère baisse de 0,1%, en relation avec le fléchissement de ceux de produits alimentaires à base de céréales.

Graphique XV-9 : Evolution de l'IHPI et de l'IPPI des industries alimentaires entre 2008 et 2014



Sources : ANSD. Enquêtes mensuelles sur l'IHPI et l'IPPI.

XV.9. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

En 2014, l'activité des autres industries manufacturières a continué de se contracter pour la cinquième année consécutive (-0,5% en 2014 après -2,3% en 2013), essentiellement sous l'effet d'une baisse continue notée dans le sous-secteur de la fabrication de matelas.

Les prix à la production des autres industries manufacturières se sont stagnés en 2014 en variation annuelle.

Graphique XV-10 : Evolution de l'IHPI et de l'IPPI des autres industries manufacturières entre 2008 et 2014



Sources : ANSD. Enquêtes mensuelles sur l'IHPI et l'IPPI.

XV.10. MESURES SUSCEPTIBLES DE REDYNAMISER LE SECTEUR INDUSTRIEL

La croissance de l'activité industrielle pourrait être améliorée si :

- la fragilité de la base industrielle du fait de son niveau élevé de fragmentation, de la taille relativement faible des unités de production ainsi que de la sous capitalisation est résolue ;
- les coûts des facteurs de production en particulier ceux de l'énergie sont réduits ;
- la sous utilisation des capacités de production est solutionnée ;
- l'étroitesse du marché domestique et les problèmes de compétitivité à l'export sont résolus ;
- la concurrence des importations et la fraude sont anéanties ;
- l'insuffisance et le coût de la main-d'œuvre qualifiée sont solutionnés ;
- la réforme de l'environnement des affaires est effective ;
- les problèmes d'accès et de coût du financement sont réglés ;
- la faiblesse du tissu de production et la forte concentration à Dakar ne constituent plus des goulots d'étranglement ;
- le renouvellement des outils de production est réel ;
- la production est diversifiée.

Nonobstant ces contraintes, l'industrie a eu comme opportunités l'existence de plusieurs programmes d'infrastructures et d'équipements structurants, la mise en place d'un programme de mise à niveau des entreprises, l'amélioration progressive du cadre

fiscal du crédit-bail et du capital-risque, sans compter la position stratégique et la stabilité du pays, l'appartenance à des organisations communautaires (UEMOA et CEDEAO) qui offrent des possibilités d'accès à des marchés élargis ainsi qu'une stabilité du cadre réglementaire des politiques économiques et du droit des affaires.